

Scénarios catastrophe en Amérique latine : combattre les rumeurs et autres *infx*

Par **Élodie MARTINEZ**

Agence France Presse

En 2018, plusieurs grands pays d'Amérique latine sont le théâtre d'élections présidentielles. Et, dans ce contexte, surgissent une série de scénarios catastrophe.

Au Mexique, la gauche arrive au pouvoir pour la première fois dans l'histoire récente du pays. Les étalages des supermarchés sont vides. Des militaires découvrent des cadavres d'enfants dans des réfrigérateurs⁽¹⁾. Des enfants et des femmes disparaissent chaque jour dans le métro. Des migrants, en route pour les États-Unis qu'ils s'appêtent à envahir, détruisent des infrastructures et agressent la population⁽²⁾. Ces histoires sont affolantes, mais quasiment toujours fausses. C'est la troisième tentative du candidat Andrés Manuel Lopez Obrador du Mouvement de régénération nationale (Morena, de gauche) de se hisser au pouvoir. Il remporte pour la première fois les élections présidentielles dans ce pays profondément marqué par la violence et la corruption. Les partis traditionnels comme le PRI ou le PAN se sont relayés à la tête du gouvernement depuis 70 ans. Et ceux qui ne veulent pas que cette situation change font circuler des fausses informations.

Le spectre d'une « catastrophe » plane également sur le Brésil, où la gauche vient de gouverner pendant quatorze ans. Le message apocalyptique qui se répand pour l'écarter est aussi simple qu'efficace : si le pouvoir ne passe pas dans d'autres mains, le pays va sombrer dans la corruption et sa population va endurer le coût de la vie « le plus élevé au monde⁽³⁾ ». La violence sera incontrôlable et les gangs vont reprendre le contrôle des *favelas* l'arme au poing. Pour les plus pauvres et les plus paresseux, il suffira de continuer à profiter du « système ». Pire : l'État prévoit de s'appropriier les enfants⁽⁴⁾ dès leur cinquième anniversaire et tous les petits Brésiliens vont devenir homosexuels⁽⁵⁾ !

Le plus puissant des États latino-américains ressent encore les secousses des scandales de corruption dans lesquels plusieurs leaders ont trempé. Bien qu'elle n'ait pas fait l'objet de poursuites, la présidente Dilma Rousseff a été déchuée de ses fonctions pour maquillage de comptes publics, tandis que l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, également du Parti des Travailleurs (PT), a pour sa part été condamné à douze ans de prison. Or, il prévoyait justement de se représenter aux élections présidentielles. Face à ces deux dirigeants, c'est un ancien capitaine de l'armée, Jair Bolsonaro, alors député, qui va accéder au pouvoir, provoquant du même coup une montée en puissance de l'extrême droite.

En Colombie, là aussi, les prédictions donnaient un avant-goût de fin du monde au cas où la droite n'aurait pas réussi à revenir au pouvoir. Et l'apocalypse, cela aurait été le retour assuré⁽⁶⁾ de la

(1) <https://factual.afp.com/hallaron-cuerpos-de-menores-dentro-de-refrigeradores-en-mexico-no-son-ninos-fallecidos-en-la-franja>

(2) <https://factual.afp.com/no-este-asalto-no-fue-cometido-por-migrantes-dentro-de-un-autobus-en-mexico>

(3) <https://checamos.afp.com/nao-brasil-nao-tem-gasolina-carros-telefonica-energia-gas-ou-carga-tributaria-mais-caros-do-mundo>

(4) <https://checamos.afp.com/nao-ha-nenhum-indicio-de-que-haddad-tenha-dito-que-depois-dos-5-anos-criancas-pertencem-ao-estado>

(5) <https://checamos.afp.com/nao-o-livro-mostrado-por-bolsonaro-no-jornal-nacional-nao-faz-parte-do-kit-gay>

(6) <https://factual.afp.com/las-tres-mentiras-mas-virales-de-la-campana-presidencial-en-colombia>

guérilla communiste des FARC, les Forces armées révolutionnaires de Colombie, car ce seraient ces féroces combattants qui gouverneraient. Pour « preuve », ses anciens membres ont fondé le parti de la Farc (Force alternative révolutionnaire commune). La réalité est autre. L'équipe sortante de Juan Manuel Santos a réussi à sceller un accord historique avec les FARC. Applaudi sur la scène internationale, ce pacte n'en creuse pas moins les divisions au sein de la société civile colombienne. Au final, ce sont le mécontentement et la peur qui triomphent : le candidat de droite Ivan Duque remporte la mise.

Premier constat. La diffusion de ces scénarios extrêmes et polarisants au sein des populations de ces trois pays a été favorisée par un élément technique en forme de dénominateur commun : plusieurs opérateurs mobiles présents sur le continent, offrent, moyennant l'achat d'une carte SIM, un accès à une ligne téléphonique pour un coût souvent inférieur à cinq euros, qui permet une utilisation gratuite et illimitée de Facebook et WhatsApp. Or, c'est bien dans l'espace latino-américain de ces deux réseaux sociaux – les plus fréquentés dans le monde⁽⁷⁾ – que tout se passe. Le taux de pénétration de WhatsApp au Mexique (56 %) et au Brésil (56 %) est plus de deux fois supérieur à celui de la France (23 %). Il triple quasiment celui du Canada (19 %)⁽⁸⁾. En Colombie, ce taux était déjà de 54 % en 2016, selon la même source. C'est le principal outil de communication entre les habitants, il le devient entre les entreprises et les consommateurs. De là à ce qu'il le soit également entre les partis et les électeurs, il n'y a plus qu'un pas. En ce qui concerne Facebook, le Brésil et le Mexique font également la course en tête dans la région, avec, en février dernier, quelque 130 et 89 millions d'utilisateurs respectivement, alors que la Colombie arrive en troisième place, quasiment *ex aequo* avec l'Argentine et ses 32 millions d'utilisateurs⁽⁹⁾.

Que nous disent ces chiffres ? Que la moitié des populations de ces pays reçoit et/ou partage des contenus *via* WhatsApp et Facebook et que ces contenus sont probablement leur principale voire leur unique source d'information. À une échelle pareille, les messages et publications deviennent très rapidement viraux, atteignant plusieurs centaines de milliers d'interactions (partages et/ou mentions). Dans un contexte électoral, la guerre de la propagande politique bat son plein. Tous les moyens sont bons pour terrasser l'adversaire, y compris la diffusion massive de fausses informations.

Combattre la désinformation

Il s'agit ni plus ni moins du principal défi que s'emploient désormais à relever réseaux sociaux, médias *mainstream* et politiques. Des réflexions sont menées, des décisions opérationnelles sont prises et mises en place, des législations adoptées. Depuis que le concept de *fake news* a pris son envol, essentiellement durant la campagne présidentielle américaine de 2016, il semble que la prise de conscience a atteint des proportions globales. D'autant que, dans la foulée du président américain Donald Trump, un nombre croissant de dirigeants n'hésitent plus à franchir le pas du mensonge, à la fois pour conquérir ou élargir leur électorat, asseoir leur popularité, pousser leur agenda politique, crier au complot, discréditer des personnalités et des journalistes, ou encore se défiler face à des risques de poursuites judiciaires. Des groupes sociaux, ethniques, religieux sont pris à partie sur les réseaux sociaux. Des tensions apparaissent et grandissent entre des pays suite à la diffusion de fausses nouvelles sur ces mêmes réseaux utilisés à tous les niveaux de population et du pouvoir.

(7) Données du site Statista de janvier 2019.

(8) Données du site Statista de janvier 2019.

(9) Données du site Statista.

On l'a vu en France avec la propagation d'une rumeur selon laquelle les Roms enlèveraient des enfants pour en faire commerce. Cette rumeur s'est répandue comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux et a été à l'origine d'attaques contre des Roms. Huit personnes ont été jugées en comparution immédiate pour avoir pris part à des violences contre cette communauté, uniquement sur la base d'un mensonge. Des groupes d'individus commencent à s'unir pour limiter les conséquences parfois fatales de ces fausses informations et permettre à la justice de faire son devoir.

Apparemment décidé à passer à l'action, WhatsApp a annoncé en juillet 2018 que les messages n'allaient pas pouvoir être renvoyés à plus de vingt utilisateurs à la fois, chiffre limité à cinq en Inde, qui avait été le théâtre de multiples lynchages suite à des rumeurs diffusées sur les réseaux sociaux, comme cela avait été le cas au Mexique. On pouvait jusqu'alors renvoyer un message à 256 contacts, et chacun d'eux pouvait en faire de même. Au Brésil, où WhatsApp compte plus de 120 millions d'abonnés pour 210 millions d'habitants, une étude⁽¹⁰⁾ menée par l'Agence Lupa a révélé que 56 % des photos partagées sur les réseaux sociaux entre août et octobre 2018, en pleine campagne présidentielle, étaient fausses ou trompeuses. Seulement 8 % de l'échantillon étaient véridiques. La limite de partage à cinq contacts a finalement été étendue à tous les utilisateurs de la messagerie depuis janvier 2019.

Mais la riposte ne s'arrête pas là. En Amérique latine, notamment, afin de combattre la circulation de rumeurs, intox et autres informations délibérément fausses, elle s'est largement étendue et diversifiée. Suivant le modèle de CrossCheck, l'alliance de médias mise en place pendant la campagne présidentielle en France, se sont créées au Mexique *Verificado*⁽¹¹⁾, et au Brésil *Comprova*⁽¹²⁾. L'expérience a également vu le jour au Nigéria, et se met en place en Argentine et en Espagne.

La modalité peut varier d'un pays à l'autre, mais l'objectif reste le même : des journalistes de plusieurs médias travaillent ensemble pour détecter et vérifier tout type d'*infx* (le mot français pour *fake news*) ou de contenus suspects qui circulent sur Internet et sur les réseaux sociaux. L'amplitude que prend l'expérience est impressionnante. Ces journalistes, d'ordinaire en concurrence, ont décidé d'œuvrer ensemble à limiter les effets négatifs qu'engendre de plus en plus la diffusion de fausses informations. L'accent est mis sur l'acuité des sources, leur fiabilité, l'intérêt que peuvent avoir des organisations ou des individus à répandre des informations souvent troublantes, destinées à déstabiliser, ou à générer du profit, un point qui ne peut être négligé. « Générer du clic » et donc du revenu en intégrant des publicités dans des papiers racoleurs est devenu une pratique courante. L'expérience est également formatrice. Lorsqu'un projet comme ceux-ci touche à sa fin, chaque professionnel regagne sa rédaction avec des nouvelles connaissances acquises, ainsi que de nouveaux réflexes qu'il ou elle pourra partager avec ses collègues.

À la suite du projet CrossCheck, l'Agence France Presse, l'un des trois principaux fournisseurs d'informations en temps réel dans le monde, s'est lancée dans le *fact-checking* en français avec le blog *Factuel*, inauguré en novembre 2017. L'anglais, l'espagnol et le portugais ont suivi en juin 2018. Aujourd'hui, des journalistes de l'AFP vérifient des contenus qui circulent sur les principaux réseaux sociaux et sur Internet dans dix-huit pays afin de démonter les fausses informations et de rétablir les faits.

En Amérique latine, l'AFP a décidé, dans un premier temps – également en partenariat avec Facebook⁽¹³⁾ –, de se concentrer sur la Colombie, le Mexique et le Brésil qui, au vu des élections

(10) <https://www.nytimes.com/2018/10/17/opinion/brazil-election-fake-news-whatsapp.html?module=inline>

(11) <https://verificado.mx>

(12) <http://projetocomprova.com.br/>

(13) <https://www.facebook.com/help/publisher/182222309230722>

présidentielles de 2018, ont constitué un terrain extrêmement fertile et propice à la propagation de désinformation. En 2019, l'AFP participe également à un projet de CrossCheck qui se met en place en Argentine, où des élections nationales ont lieu.

Quelles *infox* en Amérique latine ?

Le Brésil

De tous les pays où l'AFP est présente dans la région, c'est celui qui a donné et qui continue de fournir le plus de matière première en termes de fausses informations.

Le cas du Brésil fut particulièrement favorable en raison d'une grande instabilité politique. Le vice-président Michel Temer, du PMDB (centre-droit), a pris ses fonctions à la tête du gouvernement en août 2016 lorsque la présidente Dilma Rousseff, accusée de corruption, a été écartée du pouvoir. Elle n'a néanmoins pas été condamnée par la justice à ce jour. Le 19 octobre 2016, l'ex-président de la Chambre des Députés Eduardo Cunha (PMDB), considéré comme l'un des principaux artisans de la destitution de Mme Rousseff, est arrêté pour son implication dans le scandale de détournement de fonds de Petrobras, le groupe public pétrolier. Il sera condamné à quinze ans et quatre mois de prison. Temer, qui était parvenu à sauver son mandat à deux reprises, a finalement été arrêté en mars 2019, épinglé pour le même scandale de corruption qui a mené Lula da Silva à être condamné à douze ans de prison en avril 2018, alors qu'il avait l'intention de se présenter pour un troisième mandat.

Face à ce scénario, tous les moyens ont été employés sur les réseaux sociaux pour finir d'enterrer le Parti des Travailleurs (PT) et son candidat Fernando Haddad. Une semaine avant le second tour, la justice électorale a ouvert une enquête après que le quotidien *Folha de S. Paulo* eut révélé que des entreprises auraient financé l'envoi massif sur WhatsApp de messages dénigrant Fernando Haddad, l'adversaire de gauche de Jair Bolsonaro, candidat pour le PSL, finalement élu président.

Une étude de l'Université de Sao Paulo ⁽¹⁴⁾ signalait en octobre dernier que, seulement en juin 2018, soit quatre mois avant les élections, douze millions de Brésiliens avaient partagé de fausses informations sur WhatsApp. Une tribune publiée dans le *New York Times* par trois acteurs majeurs du combat de la désinformation, la responsable de l'Agence de *fact-checking* Lupa et deux professeurs des Universités du Minas Gerais et de São Paulo, alertait le 17 octobre 2018, avant le ballottage : « *Les fake news* empoisonnent la politique brésilienne. WhatsApp peut mettre un terme à cela. »

Les *fake news* qui ont circulé pendant la campagne sont essentiellement des vidéos, des photos et des déclarations fausses ou sorties de leur contexte original. C'est-à-dire que ce que l'on voit est souvent bien réel, mais les légendes qui accompagnent ce matériel rendent l'information fausse. Par exemple, une vidéo où l'on voit des personnes portant des drapeaux du Parti des Travailleurs agresser physiquement d'autres manifestants est présentée comme montrant des partisans de gauche qui ruent de coups des militantes retraitées du parti de Jair Bolsonaro. Mais une recherche inversée sur Internet et une comparaison avec le matériel similaire enregistré par un vidéaste de l'AFP a permis d'établir que les faits avaient eu lieu deux ans plus tôt, et qu'il s'agissait d'une tout autre histoire ⁽¹⁵⁾. Autre exemple : un biberon dont la tétine a une forme de pénis était soi-disant distribué dans les crèches publiques, une décision évidemment prise par le gouvernement de gauche. L'objet était en réalité simplement vendu dans un sexshop au Brésil ⁽¹⁶⁾.

(14) <https://jornal.usp.br/tag/fake-news/>

(15) <https://checamos.afp.com/nao-este-video-nao-mostra-idosas-eleitoras-de-bolsonaro-sendo-espancadas-du-rante-campanha>

(16) <https://checamos.afp.com/nao-o-pt-nao-esta-distribuindo-mamadeiras-eroticas-nas-creches>

Plusieurs mois après les élections, la diffusion de fausses informations n'a pas cessé. En mars dernier, une photo de Lula, le décrivant ivre au sommet de Davos, en Suisse, en 2003, était partagée des milliers de fois. En réalité, notre recherche a démontré qu'il faisait une simple mimique face à des élèves lors de la remise d'un prix en 2009 au Brésil⁽¹⁷⁾.

Le Mexique

Avec 127 millions d'habitants, c'est le pays hispanophone le plus peuplé. Situé en Amérique du Nord, il est le passage obligatoire, chaque année, d'environ un demi-million de personnes d'Amérique centrale à la poursuite du rêve américain. Également plaque tournante du narcotrafic, le Mexique est depuis des décennies le théâtre d'affrontements féroces entre les cartels qui tiennent à en préserver le contrôle. Depuis qu'elle a été lancée durant le gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012), une guerre sanglante contre les narcotrafiquants a enregistré plus de 250 000 meurtres et, l'an dernier, le chiffre record de 33 334 homicides a été atteint.

Ce contexte explique que la violence soit au cœur des préoccupations des Mexicains. Les fausses informations qui circulent sont pour la plupart des montages de photos ou vidéos authentiques mais sorties de leur contexte. On a récemment attribué à des migrants la destruction d'un péage routier que montrait une vidéo⁽¹⁸⁾ : ce n'était encore un fois pas des étrangers, mais des camionneurs mexicains qui manifestaient violemment contre l'installation de cette infrastructure. Des photomontages avec des cadavres sur les plages⁽¹⁹⁾ sont souvent tenus pour vrais par les milliers d'utilisateurs des réseaux sociaux qui les partagent, de même que des photos qui montrent des corps d'enfants soi-disant utilisés pour le trafic d'organes retrouvés dans un camion au Mexique, alors qu'il s'agissait des victimes d'un bombardement à Gaza plusieurs années auparavant⁽²⁰⁾. Et le Mexique n'est pas exempt de scandales de corruption. Les accusations fusent de toutes parts mais ne sont pas toutes fondées, comme celle, récente, contre le président Andrés Manuel López Obrador, de posséder une résidence à Los Angeles, avec, comme preuve à l'appui, une capture d'écran... tirée du jeu vidéo Grand Theft Auto⁽²¹⁾.

La Colombie

L'histoire récente de la Colombie est marquée par un violent conflit interne de plus d'un demi-siècle. Après l'accord de paix signé avec les FARC, il reste encore à sceller un pacte avec l'Armée de Libération nationale (ELN) pour mettre fin à la guerre qui déchire le pays et qui a fait environ huit millions de victimes, morts, disparus et déplacés. Le dernier attentat revendiqué par l'ELN à Bogota a encore laissé un bilan de vingt-deux morts dans une école de police en janvier 2019. À cette occasion, l'AFP a vérifié la version officielle des faits et pu établir qu'ils n'avaient pas eu lieu comme les autorités les avaient présentés⁽²²⁾.

Il est donc naturel que le sujet des guérillas occupe une place importante parmi les fausses informations qui circulent en Colombie, troisième pays le plus peuplé d'Amérique latine après le Brésil et le Mexique, avec quarante-huit millions d'habitants. Pour illustrer une fosse commune de victimes des FARC prétendument localisée en Colombie, on a par exemple vu circuler une photo datant de 1996 d'une de celles retrouvées après le massacre de Srebrenica en Bosnie⁽²³⁾.

(17) <https://checamos.afp.com/nao-esta-imagem-nao-mostra-lula-bebado-durante-evento-em-davos-em-2003>

(18) <https://factual.afp.com/no-no-son-migrantes-causando-destrozos-durante-su-paso-por-mexico>

(19) <https://factual.afp.com/se-encontraron-mas-de-35-cuerpos-en-una-playa-del-estado-de-sinaloa-en-mexico-no-es-falso>

(20) <https://factual.afp.com/no-estas-imagenes-no-son-de-ninos-victimas-de-trafico-de-organos-en-mexico>

(21) <https://factual.afp.com/no-esta-foto-no-muestra-una-mansion-de-lopez-obrador-en-los-angeles>

(22) <https://factual.afp.com/inconsistencias-en-la-version-oficial-del-atentado-con-coche-bomba-en-colombia>

(23) <https://factual.afp.com/hallaron-la-fosa-mas-grande-de-latinoamerica-la-imagen-es-real-pero-es-de-serbia>

Par ailleurs, les répercussions de la crise politique et économique sévère que traverse son voisin, le Venezuela, inquiètent beaucoup les Colombiens. Selon l'ONU, 2,7 millions de personnes ont fui ce pays depuis 2015, et le flot de départs, à raison de 5 000 par jour environ depuis 2018, ne tarit pas. La Colombie abrite 1,1 million de réfugiés et migrants vénézuéliens, suivie du Pérou (506 000 personnes), du Chili (288 000), de l'Équateur (221 000), de l'Argentine (130 000) et du Brésil (96 000). Cet afflux massif d'étrangers dérange. En Colombie⁽²⁴⁾, comme au Brésil⁽²⁵⁾, des vidéos montrant des agressions attribuées à des Vénézuéliens sont devenues virales. Celles que nous avons analysées étaient fausses, tout comme les images qui montrent soi-disant l'intervention de forces étrangères pour faire tomber le gouvernement de Nicolás Maduro⁽²⁶⁾.

Parmi d'autres sujets d'actualité, le conflit récent des indigènes dans le Sud-Ouest du pays, qui revendiquent entre autres l'attribution de terres qui leur ont été promises, fait également l'objet de fausses informations. Une photo de l'AFP de 2012, prise dans le cadre de la libération du journaliste Roméo Langlois kidnappé par les FARC, circulait en mars dernier comme s'il s'agissait d'un de ces indigènes, afin de faire croire qu'ils sont fortement armés – comme l'étaient les guérilleros – et donc dangereux⁽²⁷⁾. Ou encore, une vidéo qui montre plusieurs personnes en train de démolir des installations électriques accuse ces mêmes indigènes d'avoir mené ces actions dans le Sud-Ouest de la Colombie. Or, la vidéo avait été tournée en 2017 au Brésil⁽²⁸⁾...

Ce que nous avons appris

L'exercice rigoureux du *fact-checking* constitue un retour à la source du journalisme. Il nous oblige à apporter au lecteur des preuves irréfutables afin qu'aucun doute ne subsiste. Il nous oblige également à retrouver l'origine des contenus qui ont volontairement été extraits de leur contexte afin de rétablir les faits. Nous ne sommes pas juges et nous ne vérifions pas ce qui n'est pas vérifiable, comme des opinions. Mais le défi est énorme. Plusieurs études, comme celle du MIT⁽²⁹⁾, indiquent que les *inforx* sont bien plus partagées que les vraies informations.

Nous traversons une époque qui requiert un apprentissage de la part des citoyens, des lecteurs et des consommateurs d'informations. Il est indispensable qu'ils adoptent les réflexes qui leur permettent de douter des contenus qui circulent et se servent d'outils en libre accès comme ceux que nous utilisons à l'AFP pour démonter les fausses informations. Nous expliquons dans nos articles comment nous procédons pour rétablir les faits, avec l'espoir que de plus en plus de personnes pourront en faire de même avant de partager un message ou une publication douteuse. Ainsi, peut-être, cet effort collectif permettra-t-il un jour de réduire la portée de la désinformation.

(24) <https://factual.afp.com/no-las-personas-que-atacan-la-policia-colombiana-en-este-video-no-son-venezolanas>

(25) <https://factual.afp.com/venezolanos-asesinaron-comerciantes-en-brasil-falso>

(26) <https://factual.afp.com/estos-son-aviones-de-la-fuerza-aerea-estadounidense-preparandose-para-atacar-venezuela-falso>

(27) <https://factual.afp.com/no-esta-foto-no-muestra-la-tinga-del-cauca-en-colombia>

(28) <https://factual.afp.com/no-este-video-no-muestra-indigenas-destruyendo-infraestructura-electrica-en-colombia>

(29) <https://www.nytimes.com/2018/03/08/technology/twitter-fake-news-research.html>